

AGOA FORUM 2017

Recommandations de la réunion ministérielle

Les ministres du commerce des pays éligibles de l'AGOA se sont réunis le mardi 8 août 2017 à Lomé, République togolaise ont fait les principales recommandations suivantes:

En ce qui concerne les défis et les solutions pour la mise en œuvre de l'AGOA

1. Les pays de l'AGOA restent largement des exportateurs de produits primaires, entre autres, les produits agricoles. Cela oblige à encourager l'industrialisation à promouvoir la valeur ajoutée afin de changer la structure de nos économies.

2. Il est également nécessaire d'améliorer la coopération en matière de normes, ainsi que des mesures sanitaires et phytosanitaires afin de surmonter les problèmes liés au commerce des denrées alimentaires et d'autres produits agricoles liés au commerce mondial.

3. Il existe une demande pour divers produits aux États-Unis. Cependant, les pays éligibles à l'AGOA ne peuvent pas facilement exporter vers le marché américain selon ses normes strictes. Les bénéficiaires de l'AGOA doivent entreprendre des études de marché approfondies et produire des produits répondant aux normes américaines. En outre, les États-Unis sont encouragés à continuer de renforcer les capacités pour surmonter les obstacles non tarifaires existants dans un délai de 3 à 5 ans.

4. Entreprendre de promouvoir la recherche clinique africaine tout en protégeant les personnes souvent utilisées comme cobayes afin d'assurer une solution locale recherchée pour les défis cliniques spécifiques à l'Afrique.

5. Nous appelons la CEA, en collaboration avec les organismes du gouvernement américain (USG) à promouvoir l'échange des meilleures pratiques de l'AGOA par l'organisation d'ateliers réguliers.

6. Encourager la mise en place d'un comité consultatif composé de représentants du Groupe des ambassadeurs africains (AAG), USTR, Département du commerce des États-Unis, Département de l'agriculture des États-Unis à Washington, DC pour surveiller toutes les questions liées à l'AGOA selon des termes de référence convenus qui doivent être développés par toutes les parties prenantes. Le comité s'engagera avec le secteur privé et la société civile des deux côtés.

7. L'Afrique devrait mettre en évidence l'importance de la sécurité afin d'améliorer le commerce.

8. Renforcer l'accent sur:

a- Liens entre investissement, développement industriel et commercial et;

b- Efforts pour attirer les investisseurs américains et élargir les investissements américains au-delà de la concentration actuelle dans le secteur minier.

9. Les bénéficiaires de l'AGOA sont encouragés à tirer le meilleur parti de la présence des centres commerciaux et d'investissement situés en Afrique afin de diversifier leurs secteurs d'exportation.

10. Sur la propriété intellectuelle (IP), la Commission de l'Union africaine (CUA) est encouragée à collaborer avec des institutions pertinentes telles que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) afin d'assurer une approche de développement de la propriété intellectuelle et renforcer la capacité sur le continent. Fondamentalement, les politiques doivent contribuer au programme de transformation économique, préserver la biodiversité africaine et les connaissances traditionnelles, entre autres.

11. Soulignez l'importance de l'espace politique pour promouvoir la transformation structurelle du continent africain.

Concernant l'intégration régionale

1. Les relations commerciales et d'investissement avec les États-Unis devraient soutenir les efforts du continent pour son industrialisation conformément à l'Agenda 2063 et contribuer à l'intégration régionale. Les problèmes de politique devraient être basés sur la coopération et ne devraient pas limiter l'utilisation des outils stratégiques clés dont l'Afrique doit s'industrialiser.

2. Renforcer le programme d'intégration régionale africaine grâce à des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale (CFTA), compte tenu des résultats des CER, qui aborderont les coûts commerciaux, stimuleront le commerce intra-africain et favoriseront le développement des chaînes de valeur régionales et stimuleront les industries développement. Cela augmentera l'utilisation des préférences de l'AGOA et élargira les bénéfices dans un plus grand nombre de pays africains. En outre, il est nécessaire que les pays africains développent une position commune sur les relations commerciales et d'investissement avec les États-Unis.

En ce qui concerne l'examen hors cycle des pays éligibles à l'AGOA

1. Rappelons que l'AGOA est une loi du Congrès pour promouvoir le commerce et l'investissement bilatéraux qui favorisent le développement durable, ainsi que l'intégration régionale. L'examen hors cycle fait partie intégrante de la législation de l'AGOA, mais l'examen hors cycle ne devrait pas être utilisé d'une manière qui nuirait à l'esprit de l'AGOA lui-même.

2. Les États-Unis sont invités à considérer les questions légitimes de politique publique en Afrique dans l'examen des pétitions pour les examens hors cycle.

Vers le gouvernement des États-Unis

1. Demandez aux agences de l'USG d'étendre le soutien aux pays éligibles à l'AGOA pour la mise en œuvre de la TFA de l'OMC, en particulier les pays sans littoral pour réduire les coûts commerciaux et déplacer les marchandises à travers les frontières et promouvoir l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. La coopération sur le TFA doit se fonder sur des

programmes convenus au niveau de la Communauté économique régionale afin de promouvoir l'intégration régionale.

2. Encourager le gouvernement des États-Unis à ne pas réduire le budget à l'USAID dans le but de faciliter les ressources pour que les pays maximisent leurs stratégies d'utilisation de l'AGOA.

3. Étant donné que l'Afrique fait actuellement des progrès réguliers vers l'intégration régionale continentale, le consensus est que ces actions faciliteront l'intégration du continent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les réseaux de distribution. À cet égard, nous appelons nos partenaires américains à soutenir ces efforts.

4. Demander aux États-Unis de ne pas mettre en œuvre des examens hors cycle d'une manière qui nuirait à l'esprit de l'AGOA lui-même qui repose sur la prévisibilité et la certitude.

5. L'Afrique fait des progrès vers l'intégration continentale, nous appelons les États-Unis à soutenir le programme d'intégration régionale afin de promouvoir l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale.